Chambre des Représentans.

SÉANCE DU 23 MAI 1834.

COMMISSION CHARGÉE DE L'EXAMEN DU PROJET DE LOI SUR LA
CIRCONSCRIPTION DES CANTONS DE JUSTICE-DE-PAIX.

*RAPPORT fait par M. FALLON, au nom de cette commission, sur
la circonscription des cantons de justice-de-paix dans la pro-
vince de Namur (1).*

MESSEURS,

Le projet de la circonscription des justices-de-paix de la province de Namur, tel qu'il a été présenté aux Chambres par le Gouvernement, ne diffère que sur quelques points de détail de celui qui avait été élaboré et adopté par les États-Généraux dans la loi du 22 décembre 1828. Aussi n'a-t-il donné lieu à aucune difficulté sérieuse dans son examen.

La province de Namur est divisée en deux arrondissemens judiciaires et en trois arrondissemens administratifs.

L'arrondissement judiciaire de Dinant, à cause de son étendue, a été subdivisé en deux arrondissemens administratifs.

Les chefs-lieux de ces arrondissemens sont : *Namur, Dinant et Philippeville.*

Dans l'état actuel des choses, la province est partagée en quinze cantons de justice-de-paix.

Le Gouvernement propose de réduire ce nombre à treize, au moyen de la réunion des deux cantons de Namur et de la suppression du canton de Walcourt.

Cette réduction est la même que celle qui avait été décrétée par la loi du 22 décembre 1828.

(1) La commission était composée de MM. *Fallon*, président, *De Behr*, vice-président, *Verdussen*, *De Nef*, *Quirini*, *Roupe*, *Thienpont*, *Hélias d'Huddeghem*, *Angillis*, *Coppieters*, *Doignon*, *Gendebien*, *Lardinois*, *Schaetzen*, *De Theux*, *Waillet*, *Pirson* et *D'Huart*, secrétaire.

Est-il convenable d'adopter cette première division dans la province de Namur? C'est le premier point auquel votre commission s'est d'abord arrêtée; et vous savez déjà, Messieurs, par le rapport qui vous a été fait sur le projet de loi contenant les dispositions générales sur la circonscription des justices-de-paix, que, dans l'examen de cette première opération, nous nous sommes déterminés principalement par la considération qu'afin de relever l'institution des justices-de-paix, de leur donner plus d'importance, de faire de meilleurs choix et de faciliter au trésor le moyen de mieux salarier ces magistrats, il fallait plutôt agrandir que resserrer le cercle des justices-de-paix, alors qu'il ne peut en résulter aucun inconvénient réel pour les besoins des localités et pour une bonne administration de la justice.

Dans son premier travail, le procureur-général près la Cour de Liège avait d'abord proposé de réduire à 12 le nombre des cantons, qui est actuellement de 15. Il réunissait les deux cantons de *Namur* et supprimait les cantons de *Rocheftort* et de *Walcourt*.

La députation des États de Namur n'adopta pas cette proposition. Elle désira que l'on conservât les 15 cantons. Elle donna pour motif de son opinion que ce nombre n'était pas trop élevé comparativement à la population et à l'étendue du territoire de la province; que le nombre des cantons existans avait été déterminé, dans l'esprit de la loi du 8 pluviôse an IX, par le décret du 17 frimaire an X, et qu'en conservant ce nombre, on ne se plaçait pas au-dessus du maximum fixé par cette loi. Elle ajoutait que, si toutefois une réduction pouvait paraître indispensable, elle ne verrait pas de difficulté à supprimer le canton de *Namur-sud* pour le réunir à celui de *Namur-nord*, et à supprimer également le canton de *Walcourt* pour le répartir entre les cantons de *Florennes* et de *Philippeville*; mais qu'il était indispensable de conserver le canton de *Rocheftort*, parce que nul avantage ne pouvait résulter de sa suppression.

La loi du 8 pluviôse an IX avait voulu que la population moyenne de chaque canton fût de 10,000 à 15,000 habitans au plus; mais c'était là une combinaison qui n'avait pas été suffisamment réfléchie. Il fut impossible d'obéir à cette règle dans l'exécution de la loi, et c'est ce que l'on remarque dans l'application que l'arrêté du 17 frimaire an X en fit dans la circonscription des justices-de-paix du département de Sambre-et-Meuse.

Le canton de Namur-nord fut porté à une population de . . .	32,514
Celui de Dhuy, à	17,418
Celui de Fosses, à	21,085
Celui de Gembloux, à	17,238
Tandis que le chiffre du canton de Beauraing ne fut que de . . .	9,413
Celui de Gedinne, de	8,792
Celui de Philippeville, de	7,853
Et celui de Florennes, de	9,045

Il en fut de même partout. La loi du 8 pluviôse an IX ne put recevoir son exécution dans les termes moyens de 10 à 15 mille, et, en effet, cette proportion ne pouvait s'appliquer indistinctement à toutes les localités.

D'un autre côté, la députation des États, en invoquant le décret du 17 frimaire an X, qui déjà avait dû s'écarter autant de la loi du 8 pluviôse an IX, ne tenait pas assez compte des mutations qui étaient survenues dans la province de Namur après la séparation de la Belgique de la France, relativement aux can-

tons de *Couvin* et de *Philippeville*, aux distractions opérées pour le redressement des limites de l'ancien duché de Luxembourg, et à l'échange fait avec la province de Liège.

Enfin, le procureur-général ne s'arrêta pas, et avec raison, aux considérations tirées de ces loi et arrêté. Il déféra toutefois aux observations plus spéciales de la députation sur la nécessité de conserver dans tous les cas le canton de *Rochefort*, et conformément à la loi du 22 décembre 1828, il réduisit le nombre des cantons de 15 à 13, et non à 12, ainsi qu'il l'avait primitivement proposé.

Votre commission a, sur ce premier point, partagé l'opinion du parquet de la cour de Liège, et elle a par suite adopté le projet ministériel qui, faisant droit à la demande de la députation des États, maintient le canton de *Rochefort* et divise la province en 13 cantons de justice-de-paix.

Dans ce système, les deux cantons de Namur se trouvent réunis et le canton de *Walcourt* reste supprimé.

La réunion des deux cantons de Namur en une seule justice-de-paix n'a soulevé aucune réclamation. Cette fusion avait été opérée par la loi du 22 décembre 1828. La députation des États avait fait observer que cette réunion ne présentait aucune difficulté, l'expérience avait démontré que le service n'en souffrirait aucunement, et ses communications restaient d'ailleurs les mêmes, puisque Namur était déjà le siège des deux cantons, de manière qu'aucune des communes n'avait à se plaindre du nouvel état des choses.

Quant au canton de *Walcourt*, il n'en fut pas de même. Sa suppression donna lieu à quelques réclamations.

Les bourgmestres de la plupart des communes de ce canton adressèrent une pétition à la Chambre, sous la date du 2 décembre 1831, pétition qu'ils ont renouvelée près de M. le Ministre de la Justice, le 20 mars de cette année.

Cette requête, qui avait pour objet la conservation de ce canton, fut mise sous les yeux de la députation et du parquet de la cour de Liège, qui ne crurent pas devoir s'y arrêter.

Suivant cette requête, c'était prétendument au caprice du Gouvernement précédent qu'il fallait attribuer la suppression de ce canton. On y faisait observer qu'il contenait 14,000 âmes de population, tandis que les deux cantons dans lesquels on voulait le fondre ne contenaient chacun qu'une moindre population; qu'il occupait pour le service de la forgerie deux à trois mille ouvriers; qu'il était traversé par deux grandes routes, qui allaient y accroître le développement de l'industrie et multiplier les affaires contentieuses, et qu'il y avait quatre fois plus de procédures dans ce canton que dans les deux cantons voisins.

Mais il y avait peu d'exactitude et beaucoup d'exagération dans les faits invoqués à l'appui de cette pétition.

Le canton de *Walcourt* ne contenait pas 14,000, mais

bien seulement	12,321 habitans.
Celui de <i>Florennes</i> en contenait	9,045 »
Et celui de <i>Philippeville</i>	7,853 »

Ensemble. 29,219 habitans.

Ce chiffre était évidemment trop faible pour trois cantons, et il était même

loin d'être trop élevé pour deux cantons, puisque chacun d'eux n'obtenait qu'une population de 14,610 habitans.

La multiplicité des procédures résultant du grand nombre d'ouvriers employés pour la forgerie était également exagérée, puisqu'il était prouvé, par le relevé des actes des deux justices-de-paix de Walcourt et de Florennes, pendant les années 1828, 1829 et 1830, que le terme moyen des affaires dont chacun de ces juges-de-paix avait eu à s'occuper annuellement, était de 63, en y comprenant même des actes insignifiants, tels que des actes de prestation de serment, etc.

Il résultait d'ailleurs des pétitions que les bourgmestres des communes du canton de Walcourt avaient adressées aux États-Généraux et au Roi, le 15 octobre 1828 et le 7 mars 1829, qu'alors ils ne contestaient pas la nécessité de supprimer ce canton, mais se bornaient seulement à présenter leurs vues sur la répartition des communes de ce canton entre les cantons de Florennes et de Philippeville.

Votre commission a donc pensé que c'était avec raison que le Gouvernement, d'accord avec le parquet de la cour de Liège, et conformément à la loi du 22 décembre 1828, proposait de réduire à 13 les 15 cantons actuellement existans dans la province de Namur, et c'est sur cette première base qu'elle s'est livrée ensuite à l'examen du travail relatif à chacun des nouveaux cantons.

CANTON DE NAMUR.

Le canton de Namur-nord avait une population de	32,514
et celui de Namur-sud de.	10,922

Ensemble.	43,436
-------------------	--------

Le Gouvernement propose d'en retrancher les communes de Gelbressée, Marchovelette et Vezin, contenant ensemble	1,794
--	-------

Resterait au canton de Namur	41,642
--	--------

L'adjonction de ces trois communes au canton de Dhuy n'a donné lieu à aucune réclamation : elles se trouvent plus rapprochées du chef-lieu de ce canton que de la ville de Namur, et comme le nouveau canton sera déjà assez considérable, votre commission, partageant l'avis des autorités qui ont été consultées, vous propose d'adopter la circonscription du nouveau canton de Namur telle qu'elle est proposée par le Gouvernement.

CANTON D'ANDENNES.

Le Gouvernement propose de maintenir ce canton dans l'état où il se trouve. Il contient une population de 13,421.

Mais depuis la présentation du projet de loi, l'administration de la commune de Flostoy, qui fait partie du canton de Ciney, s'est adressée à la Chambre par requête du 8 avril 1834, et demande que cette commune soit réunie au canton d'Andennes. Elle se fonde sur ce qu'elle est plus rapprochée d'Andennes que du chef-lieu du canton de Ciney, et sur ce qu'elle est aussi à une moindre

distance de Namur que de Dinant, chefs-lieux des deux arrondissemens judiciaires; sur ce que, depuis l'ouverture de la route provinciale d'Andennes, déjà construite jusqu'à Ohey, commune à laquelle Flostoy est attenante, ses relations avec Andennes sont devenues plus faciles et plus fréquentes qu'avec Ciney.

Votre commission a pensé que la nouvelle position de Flostoy méritait d'être prise en considération; qu'il y avait évidemment avantage à réunir cette commune au canton d'Andennes, et c'est ce qu'elle vous propose.

Le canton d'Andennes aura ainsi un accroissement de population de 684 habitans, ce qui portera le chiffre du canton à 14,105.

CANTON DE FOSSES.

Le Gouvernement propose de maintenir la circonscription actuelle de ce canton, sauf à en distraire, au profit du canton de Dinant, la commune de Sosoye, et de lui céder en échange la commune de Rivière.

Il suffit de jeter les yeux sur la carte pour se convaincre que cette mutation est réclamée dans l'intérêt de ces deux localités qui se trouveront beaucoup plus rapprochées de leurs chefs-lieux respectifs.

Cet échange, qui avait été sanctionné dans la loi du 22 décembre 1828, est réclamé par les autorités administratives et judiciaires. Il n'a donné lieu à aucune réclamation.

L'avantage qui doit en résulter a été apprécié par votre commission, qui vous propose d'y donner votre assentiment.

Le canton de Fosses embrassera ainsi une population de 21,120 habitans.

CANTON DE GEMBOUX.

Aucune mutation dans sa circonscription n'est proposée. Sa population est de 17,238 habitans.

CANTON DE LEUZE.

La circonscription de ce canton auquel, comme nous l'avons fait remarquer précédemment, on a annexé les communes de Gelbressée, Marcholette et Vezin, distraites du canton de Namur-nord, n'a donné lieu à aucune réclamation, mais le choix du chef-lieu a soulevé quelques difficultés.

La commune de Dhuy est actuellement le chef-lieu de ce canton, mais ce chef-lieu n'a jamais été que nominal. Le juge-de-paix a toujours tenu ses séances à Waret-la-Chaussée, sur la route de Namur à Louvain qui traverse le canton.

La loi du 22 décembre 1828 avait indiqué pour chef-lieu la commune de Leuze qui se trouve également sur cette route.

M. le procureur-général proposa d'abord la commune d'Eghézée, qui se trouve également sur cette route, et qui lui paraissait être plus au centre; mais cette proposition a été vivement combattue par la députation des États qui réclama la préférence en faveur de la commune de Leuze, en se fondant sur ce qu'en fait, cette commune était plus au centre et en même temps plus rapprochée de la ville de Namur; quelle était le siège de la brigade de

la maréchaussée, et qu'elle offrait d'ailleurs tous les avantages que l'on pouvait obtenir de la commune d'Eghézée.

M. le procureur-général se rendit à ces considérations. Le Gouvernement vous a proposé Leuze pour chef-lieu, et votre commission appuie cette proposition.

Dans le mois de mars dernier, les communes de Noville-lez-Bois, Hingeou, Forville et Pontillas, qui font partie de ce canton, s'adressèrent à la Chambre pour obtenir que le chef-lieu fût fixé à Noville-lez-Bois, en se fondant sur ce que cette commune se trouve également au centre, qu'elle est une des plus riches et des plus peuplées et qu'elle possède un bel édifice pour le local des séances. Mais votre commission n'a pu s'arrêter à ces considérations, par la raison que la commune de Noville-lez-Bois se trouve dans les terres, qu'elle est éloignée de la grande route, et ne convient nullement pour y placer le centre des relations du canton.

Le nouveau canton de Leuze, circonscrit comme le propose le Gouvernement, contiendra une population de 19,212 habitans.

CANTON DE DINANT.

Ce canton reste composé tel qu'il se trouve actuellement, sauf l'échange dont nous avons parlé précédemment entre les communes de Sosoye et de Rivière. Le procureur-général avait proposé d'adjoindre à ce canton les communes de Falmagne, Falmignoul, Hastiere-par-delà et Hulsonniaux, qu'il distrairait du canton de Beauraing, ainsi que cela avait été décrété par la loi du 22 décembre 1828; mais, sur les observations de la députation des États, qui fit observer que la mutation ne pouvait être avantageuse qu'au deux premières communes, celles de Falmagne et de Falmignoul, il n'a pas insisté pour la distraction des communes de Hastiere-par-delà et de Hulsonniaux. Le projet du Gouvernement a été rédigé dans ce sens, et votre commission vous propose d'y donner votre assentiment.

Le canton de Dinant embrassera ainsi une population de 17,203 habitans.

CANTON DE BEAURAING.

Sauf la distraction des communes de Falmagne et Falmignoul, ce canton reste composé comme il se trouve actuellement, avec une faible population de 8,855 habitans.

Le procureur-général avait d'abord conçu le projet d'augmenter cette population par la suppression du canton de Rochefort, et il eût été à désirer que ce projet pût recevoir son exécution; mais les communes de ces deux cantons se trouvent disséminées sur une telle étendue de territoire, que plusieurs communes se seraient trouvées à six lieues de distance du chef-lieu du canton, ainsi que le fit remarquer la députation des États. Il a donc fallu renoncer à toute amélioration sur ce point et conserver le canton de Rochefort par nécessité.

CANTON DE CINEY.

Sauf distraction de la commune de Flostoy pour l'adjoindre au canton d'Andennes, par les motifs qui ont été précédemment énoncés, ce canton

reste tel qu'il existe actuellement, et tel que la loi du 22 décembre 1828 proposait de le circonscrire.

Cette circonscription a donné lieu toutefois à plusieurs réclamations, dont la Chambre se trouve saisie, et sur lesquelles votre commission a porté son attention.

Le canton d'Havelange fut supprimé en 1825 et les communes qui en faisaient partie furent distribuées entre les cantons d'Andennes, de Ciney, de Rochefort et de Huy. Cette suppression fut la suite d'un échange de plusieurs communes de ce canton entre les provinces de Namur et de Liège.

Aujourd'hui les communes d'Havelange, de Miecet, de Barvaux-Condroz, de Bousin, de Maffe, de Verlée, d'Heures, de Porcheresse et d'Evelette, ou tout au moins les bourgmestres ou assesseurs de ces communes, demandent le rétablissement de ce canton. Ils se fondent sur ce que ces communes se trouvent beaucoup plus éloignées de leurs nouveaux chefs-lieux qu'elles ne l'étaient d'Havelange, et en effet, pour quelques-unes de ces communes la distance est assez considérable; mais c'est là un inconvénient que l'on ne pourrait faire cesser que par un inconvénient plus grave encore, puisque, pour cela faire, il faudrait réunir à la province de Liège une partie des communes de cet ancien canton, et former quatre nouveaux cantons avec les communes des cantons d'Andennes, de Ciney et de Rochefort, ce qui réduirait chacun de ces quatre cantons à environ huit mille âmes de population, et ce qui porterait la perturbation dans les relations qui se sont établies depuis près de dix ans. D'après ces considérations, votre commission a considéré comme chose impraticable le rétablissement de l'ancien canton d'Havelange.

Le conseil municipal de Somme-Leuze demande que cette commune soit réunie au canton de Durbuy, dans le duché de Luxembourg, canton dont elle faisait partie avant 1825. Il se fonde sur ce que la distance de Durbuy n'est que d'une lieue, tandis que la distance avec Ciney est de cinq lieues. C'est là un grave inconvénient qu'il conviendrait sans doute de faire cesser plus tard dans le redressement des limites des provinces; mais la séparation de la commune de Somme-Leuze du canton de Durbuy, pour être annexée au canton de Ciney, est la conséquence du rétablissement du duché de Luxembourg dans ses anciennes limites, et votre commission pense que le moment n'est pas venu encore de toucher à ces limites.

Elle vous propose d'adopter la circonscription du canton de Ciney, telle que le Gouvernement la propose, sauf distraction de la commune de Flostoy. Ce canton embrassera une population de 12,310 habitans.

CANTON DE COUVIN.

Ce canton reste tel qu'il existe actuellement, sauf que le Gouvernement propose de lui adjoindre les communes de Mazée et de Treignes, que l'on détache du canton de Philippeville afin de régulariser les limites de ces deux cantons, et de procurer plus d'avantage aux habitans de ces deux communes qui ont des relations plus fréquentes avec Couvin. Sur ce point, il y a accord entre les autorités provinciale et judiciaire.

Votre commission vous propose d'adopter le projet du Gouvernement. Ce canton contiendra ainsi une population de 13,527 habitans.

CANTON DE FLORENNES.

Le Gouvernement propose d'ajouter au canton de Florennes, tel qu'il existe actuellement, douze communes du canton de Walcourt, qui est supprimé ; mais la députation des États a insisté, et avec raison, pour que six d'entre ces communes, savoir : celles de Chastres, Fraire-Fairoul, Gourdinne, Laneffe, Somzée et Thy-le-Château, soient réunies de préférence au canton de Philippeville. L'utilité de cette réunion avait déjà été reconnue par la loi du 22 décembre 1828, et, en effet, ces communes se trouvent près de la grande route qui conduit à Philippeville, tandis que, pour se rendre à Florennes, il faudrait traverser cette route pour s'engager dans des chemins de terre et parcourir ainsi une distance à peu près égale pour arriver au chef-lieu. M. le procureur-général, n'ayant insisté pour l'accession de ces communes au canton de Florennes qu'afin d'obtenir une répartition plus égale des communes du canton de Walcourt entre les cantons de Florennes et de Philippeville, votre commission a pensé qu'en présence de l'avantage évident qui doit résulter pour les habitans de ces communes de leur incorporation au canton de Philippeville, on ne devait pas s'arrêter à la circonstance que ce canton aura ainsi une population d'un tiers environ supérieure à celle du canton de Florennes, qui ne conservera pas moins une population suffisante; et, en conséquence, elle vous propose de faire droit à la réclamation de la députation des États.

Pour le surplus, M. le procureur-général a proposé de retirer de l'ancien canton de Florennes les communes de Villers-le-Gambon et de Vodecée, pour les annexer au canton de Philippeville. La députation des États a reconnu l'utilité de cette mesure qui rapprochera ces communes du centre et votre commission a approuvé cette mutation.

La circonscription du canton de Florennes, distraction faite des six communes dont je viens de parler, renfermera une population de 11,341 habitans.

CANTON DE GEDINNE.

Ce canton reste tel qu'il se trouve actuellement composé; il embrasse une population de 8,792 habitans.

CANTON DE PHILIPPEVILLE.

Ce canton, dont on a détaché les communes de Mazée et de Treignes pour les annexer au canton de Couvin, reçoit un accroissement de population assez considérable par l'adjonction de la plupart des communes du canton de Walcourt, au nombre desquelles votre commission a compris, ainsi que je viens de le dire, les communes de Chastres, Fraire-Fairoul, Gourdinne, Laneffe, Somzée et Thy-le-Château.

Dans cette circonscription il renfermera une population de 17,016 habitans, chiffre qui n'est pas trop élevé pour un chef-lieu d'arrondissement administratif et qui est égal à celui du canton de Dinant, aussi chef-lieu d'arrondissement administratif.

CANTON DE ROCHEFORT.

Il n'est apporté aucune mutation à la circonscription actuelle de ce canton, qui contient une population de 9,183 habitans.

Le maintien de cette circonscription a donné lieu à une réclamation adressée à la Chambre de la part des communes de Fronville, Noisieux et Baillonville qui font partie de ce canton.

Ces communes font observer qu'elles appartenaient au canton de Marche avant le redressement qui s'est opéré en 1825 des limites du Grand-Duché de Luxembourg ; que ce n'est qu'à cette époque qu'elles ont été incorporées au canton de Rochefort ; que cette mutation leur est d'autant plus préjudiciable qu'elles n'ont que deux lieues pour arriver à Marche , tandis qu'elles en ont quatre pour arriver à Rochefort, où elles ne peuvent même aboutir qu'en traversant la ville de Marche, qui se trouve précisément à moitié chemin.

La réclamation de ces communes est évidemment fondée, et il n'y aurait pas à hésiter de la prendre actuellement en considération, si , comme nous l'avons déjà dit , il n'était indispensable de renvoyer à un autre temps les redressements de la province de Namur dans ses limites avec le Duché de Luxembourg.

En résumé , voici les seuls amendemens que votre commission vous propose d'apporter au projet du Gouvernement :

- 1^o Le canton d'Andennes serait augmenté de la commune de Flostoy ;
- 2^o Le canton de Ciney serait diminué de cette commune ;
- 3^o Le canton de Florennes ne recevrait pas dans ses limites les communes de Chastres, Fraire-Fairoul, Gourdinne, Laneffe, Somzée et Thy-le-Château, qui appartenaient au canton de Walcourt ;

4^o Ces communes seraient annexées au canton de Philippeville.

Au moyen de ces amendemens , tel sera l'état de population de chacun des cantons de la province de Namur, d'après les documens qui existaient au Ministère de l'Intérieure à l'époque du 1^{er} janvier 1831 :

Canton de Namur	41,642
— d'Andennes	14,105
— de Fosses. ,	21,120
— de Gembloux	17,238
— de Leuze.	19,212
— de Dinant	17,203
— de Beauraing	8,855
— de Ciney.	12,310
— de Couvin	13,527
— de Florennes	11,341
— de Gedinne.	8,792
— de Philippeville	17,016
— de Rochefort	9,183
	<hr/>
Ensemble.	211,544
	<hr/>

La commission a remarqué au surplus, dans le projet du Gouvernement, plusieurs fautes d'impression qu'il convient de redresser.

Dans le canton d'Andennes, il faut lire *Gesves* au lieu de *Gives*, et *Ohey* au lieu d'*Oheye*.

Dans le canton de Gembloux , il faut écrire *Ernage* au lieu de *Ernaye* et *Grand-Leez* au lieu de *Grand-Leiz*.

Dans le canton de Leuze, il faut écrire *Cortil-Vodon* au lieu de *Cortil-Todon*, et *Rhisnes* au lieu de *Rhismes*.

Dans le canton de Ciney, il faut substituer *Scy* à *Scy*.

Dans le canton de Florennes, il faut remplacer *Carcienne-Aherée* par *Tarcienne-Aherée*.

Le Président-Rapporteur,

FALLON (ISIDORE).

PROJET DE LOI.

Leopold,

Roi des Belges,

À tous présents et à venir, Salut:

Nous avons, de commun accord avec les Chambres, décrété
et Nous ordonnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

La circonscription des cantons de justice-de-paix, dans la
province de Namur, est réglée ainsi qu'il suit :

ART. 2.

ARRONDISSEMENT DE NAMUR.

Canton de Namur.

(Comme au projet du Gouvernement.)

Canton d'Andennes.

(Comme au projet du Gouvernement, en y ajoutant la
commune de Flostoy.)

Canton de Fosses.

(Comme au projet du Gouvernement.)

Canton de Gembloux.

(Idem.)

Canton de Leuze.

(Idem.)

ARRONDISSEMENT DE DINANT.

Canton de Dinant.

(Idem.)

Canton de Ciney.

(Comme au projet du Gouvernement, sauf à en distraire la commune de Flostoy.)

Canton de Couvin.

(Comme au projet du Gouvernement.)

Canton de Florennes.

(Comme au projet du Gouvernement, sauf à en distraire les communes de Chastres, Fraire-Fairoul, Gourdinne, Laneffe, Somzée et Thy-le-Château.)

Canton de Gedinne.

(Comme au projet du Gouvernement.)

Canton de Philippeville.

(Comme au projet du Gouvernement, sauf à y ajouter les communes de Chastres, Fraire-Fairoul, Gourdinne, Laneffe, Somzée et Thy-le-Château.)

Canton de Rochefort.

(Comme au projet du Gouvernement.)

Mandons et ordonnons, etc.